

immorama – Comment vous est venue l'idée a priori audacieuse sinon téméraire de (re)lancer Radio-Lac, alors que vous aviez déjà deux stations, One FM et LFM?

Antoine De Raemy – J'étais persuadé – et je le suis toujours – que le Bassin lémanique méritait une radio de débats et de chroniques, de portée régionale et proche des gens. Lorsque Yes FM, qui avait succédé à l'ancienne Radio-Lac mais n'avait pas vraiment trouvé sa place dans le paysage radiophonique valdo-genevois, annonça qu'elle était à vendre, j'ai saisi cette opportunité et nous avons créé une nouvelle Radio-Lac, dont la devise est explicite: «Partageons nos opinions». Vous savez, à 60 ans, je ne me serais pas lancé dans cette aventure avec mes enfants et en investissant des fonds familiaux si je n'y croyais pas profondément!

– La radio, que certains avaient un peu vite enterrée comme d'autres enterrent aujourd'hui le livre et la presse imprimée, a donc le vent en poupe?

– One FM et LFM sont en progression régulière d'audience, et après une demi-année d'exercice à peine, Radio-Lac a déjà 50 000 auditeurs, notre objectif étant de doubler rapidement ce chiffre. Les gens nous écoutent de façon classique (transistor) pour 60% d'entre eux et 40% via DAB+ (radio numérique) ou sur Internet. Nous misons sur la qualité des programmes, avec une équipe de journalistes professionnels et huit invités par jour en moyenne. Nous prévoyons d'améliorer encore notre site Internet. Aujourd'hui, le public ne veut plus de sites complexes, mais souhaite de la simplicité d'utilisation et de la convivialité. En outre, nous lancerons d'ici l'été une application permettant de suivre en direct de l'actualité régionale filmée et d'intervenir directement, de façon interactive. Radio-Lac veut être la station des gens actifs de notre région, pas seulement les politiciens et les chefs d'entreprise, mais tous les actifs! Nous comptons aussi étendre notre audience sur Vaud et en France voisine.

– La menace «No Billag» vous a-t-elle fait peur?

– J'étais opposé à cette initiative, que je jugeais extrémiste, mais le débat a été constructif. Nous ne sommes pas bénéficiaires de la redevance, mais je suis convaincu qu'il est important qu'un média de service public fasse son travail, laissant de la place au développement de médias privés. ■



Antoine De Raemy
Directeur général de «MediaOne»
Par Thierry Oppikofer

«Une radio régionale et proche des gens»